



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 26

CAPD du 30 janvier 2020

Nous sommes aujourd'hui en CAPD pour parler des avancements accélérés et seulement cela. Pour ce qui est de l'étude des promotions de la très grande majorité des enseignants, les organisations syndicales élues ont été évincées comme la loi Dussopt le prévoit. Elle prévoit d'ailleurs de nous évincer des futures opérations du mouvement. C'est ce que nos dirigeants, les vôtres, ceux que vous servez parfois avec un certain zèle il faut le dire, c'est ce que vos dirigeants ont comme idée de la démocratie. Élisez vos représentants mais leurs mains seront liées. Les contraintes économiques et la main invisible de M. Smith feront le reste. Les lois naturelles du marché doivent s'appliquer, passez votre chemin, il n'y a rien à voir.

Ce gouvernement est sourd mais n'est pas muet. Voilà des semaines que nous tentons de lui faire entendre raison au côté des radicalisés. Pas un jour ne passe sans que nous soyons taxés de pollueurs, d'irresponsables, de séditieux, factieux, complices, fainéants,... Pourtant, ces gens avec qui nous militons sont des gens comme vous et nous. Enfin, plus comme nous quand même. Car, contrairement à vous et vos homologues qui avaient bénéficié depuis des années d'une augmentation systématique du plafond de vos indemnités que nous qualifions d'indécentes, nous, les petits, subissons encore le gel de nos salaires. Et tout indique que ce gel va se poursuivre jusqu'en 2022.

Mais cela n'empêche pas notre ministre, pardon, votre ministre, de continuer à mentir en promettant une revalorisation historique des enseignants. Dommage pour lui, le Conseil d'État n'a pas manqué de souligner le mensonge institutionnel puisqu'il désavoue les propos du ministre en rappelant que toute loi organique sur une revalorisation en compassion de la mise en oeuvre de la contre-réforme des retraite serait anticonstitutionnelle.

La grève se poursuit donc, car elle est légitime et ne vous en déplaît, avec l'interdiction de tenir des AG dans les établissements, le ressenti des grévistes n'en est que plus fort. Évidemment, comme à votre habitude, vous saurez vous en défendre, prétextant n'avoir fait que mettre en garde. De notre côté, nous ne manquerons pas de citer un vieil adage de La Boétie qui a traversé les siècles et est toujours d'actualité : « un tyran n'est rien sans ceux qui le servent ». Loin de nous l'idée de comparer le gouvernement actuel à une quelconque tyrannie.

Toutefois, il nous appartient de pointer du doigt les responsables de la mise en œuvre d'une grande régression dont l'histoire ne manque pas de nous rappeler qu'elle ne conduit qu'à des régimes fascistes. Nous n'y sommes pas, mais tout semble en marche pour y parvenir.

C'est dans ce contexte de régression sociale que le gouvernement continue sa politique au service d'une minorité de financiers et d'actionnaires. Alors que les maux de notre société sont la dérégulation financière et le dérèglement climatique, le projet de loi de finance prévoit la suppression de 1600 postes au ministère des finances et 1000 postes à celui de l'écologie. On marche sur la tête !

Il en est de même à l'école, au moment où les inégalités sociales se poursuivent et touchent de plein fouet nos parents d'élèves, que fait le ministère ? Il déshabille Pierre pour habiller Paul. Voilà la seule ambition de notre ministre pour notre métier. Baisser nos pensions de retraite en nous faisant croire le contraire, faire de nous des robots au service d'une neuro-pédagogie devenue hégémonique dans le champ de réflexion ministérielle, détruire notre système de démocratie sociale en affaiblissant comme jamais le rôle, la place et les moyens des délégués du personnels, supprimer des postes dans le second degré, seul moyen d'en créer pour le premier, récupérer le maximum de moyens hors la classe pour masquer le peu d'investissement dans l'école...

À l'aube de cette nouvelle année, le SNUipp-FSU 26 continuera de renouveler ses vœux pour une école publique et laïque de qualité permettant la réussite de tous les élèves et l'épanouissement professionnel des enseignants. Mais force est de constater que ces vœux auront bien du mal à éclore.

M. Blanquer n'en finit pas d'énoncer des mensonges éhontés et d'asséner les coups les plus bas au service public d'éducation. Celui qui ne devait pas modifier les programmes mais les a modifiés deux années de suite avec son petit livre orange ! Celui qui annonce qu'il ne proposera pas de nouvelle loi pour l'école et qui s'empresse d'en fomenter une en essayant pitoyablement de faire passer en catimini quelques amendements à l'Assemblée Nationale. Celui qui évoque 10 milliards puis 500 millions de revalorisation, sans jamais toucher au gel du point d'indice, s'autorisant par contre à retoucher aux missions des enseignants.

M. Blanquer donc, continue de marteler effrontément qu'il faut avoir confiance en son école en multipliant les réformes qui n'en finissent plus de retirer le sens du métier aux collègues en dégradant leurs conditions de travail.

Tout cela pour quelle éducation nationale demain ?

Une éducation nationale du marcher droit, du marcher au pas, de l'obéissance à la bonne parole, à la bonne pratique, pilotée du CP au CE2 par les évaluations nationales, où l'enseignant qui affirmera sa liberté pédagogique se fera sanctionner, rabaissé par une hiérarchie jouant au petit dictateur.

Une éducation nationale du « souffre en silence », du burn-out, de la démission où la seule rupture sera conventionnelle, où quand une collègue se suicide l'organisation du travail ne peut être remise en cause.

Une éducation nationale où le mal-être et la solitude seront la norme car, depuis janvier, la défense collective assurée par le paritarisme est amenée à disparaître, remettant en cause l'histoire d'une fonction publique piétinée, consumée à petit feu. Supprimer la possibilité aux organisations syndicales de repérer avec l'aide des collègues les erreurs du mouvement, de construire des règles ensemble, de vérifier et d'expliquer aux enseignants le système des promotions en garantissant une totale transparence, jettera immédiatement un voile d'opacité sur l'ensemble des opérations administratives entraînant une défiance renforcée du corps enseignant à l'égard de sa hiérarchie.

Le gouvernement n'en finit pas d'appliquer la politique de la terre brûlée. Comment se relèvera la démocratie après l'affrontement social actuel ? Les instruments d'un pouvoir totalitaire sont en place. Comme le dit le dicton : «A jouer avec le feu, on finit par se brûler».